

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal de l'Afrique

N° 1 du 26.09.2012

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site <http://turkmenfriendship.blogspot.com/2007/10/journal-dirak-de-m-lemaire.html>

c) sur le site de Eva Resis : no-war-over-blog.com

d) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

e) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_africains.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Tiré à part :

[Visite d'Hilary signe d'une conquête de l'Afrique par les américains.](#)

La chef de la diplomatie américaine **Hillary Clinton** a entamé mardi dernier une visite de 11 jours dans 6 pays africains (L'Afrique du Sud ,le Malawi ,L'Ouganda ,Le Sud soudan, Le Sénégal, et le Ghana) en commençant par le Sénégal où elle a été accueillie par le président nouvellement élu **MackySall**. Tous comme Sarkozy avec sa politique de France-Afrique elle a prononcé un discours devant les autorités sénégalaises ,les représentants du peuple ,les étudiants,... à l'université Cheikh AntaDiop de Dakar. Officiellement **Hillary Clinton** fait cette tournée diplomatique en Afrique pour trois raisons principales. La première raison c'est la démocratie en Afrique comme les États Unis d'Amérique ont des leçons à donner aux africains en matière de démocratie. La deuxième raison c'est le développement des relations commerciales entre l'Afrique et les USA et cela face au développement des échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique qui mène une très bonne coopération avec les États africains dans le plus grand bonheur des populations africaines qui ont trop souffert face au capitalisme et impérialismes des grandes puissances .Et la troisième raison de cette visite c'est la sécurité en Afrique comme si les États Unis et leurs alliés ne sont pas responsables de l'insécurité qui règne aujourd'hui dans beaucoup de nos pays, (crise malienne, libyenne, conflit au Soudan, en Somalie ,au Congo....)

Ainsi après l'élection de **Barack Obama** un fils du continent noir à la tête de la super puissance beaucoup d'africains avaient cru à un changement mais ils oublièrent que ce fils du continent devrait avant tout servir les USA et que les États n'ont pas d'amis ils n'ont que des intérêts .Au lieu d'arranger les choses Obama a d'avantage compliqué les choses pour les africains avec ces guerres impérialistes contre le régime de **Kadhafi** qui voulait sortir l'Afrique de la dépendance avec son projet États Unis d'Afrique. Et aujourd'hui que les africains se sont tournés vers un nouveau partenaire beaucoup plus fiable la Chine ,il faut revenir recoloniser l'Afrique n'ont seulement pour bloquer son émergence mais aussi bloquer l'émergence économique de la Chine qui se trouve être le partenaire numéro 1 de l'Afrique depuis 2009.Il s'agit aujourd'hui pour les américains de bloquer les échanges Sud-Sud pour assoir leur domination sur le monde car il faut le souligner que les américains sont dans des difficultés économiques et doivent empêcher à la Chine de devenir la nouvelle super puissance en coupant l'acheminement des matières premières pour la Chine, matières premières dont elle a véritablement besoin pour assoir son émergence .

On constate aisément que partout où la Chine à un intérêt les États Unis et leurs alliés sont en train de créer des troubles, c'est le cas de la guerre en Libye ,au Soudan ,en Syrie, au Mali, en Somalie ,et bientôt en Iran,...L'objectif pour les américains est d'isoler la Chine pour que son économie s'effondre. Et en Afrique cela a déjà commencé par l'attaque contre le régime de **Kadhafi**, la crise malienne qui finira par l'implantation des bases militaires américaines notamment avec le projet **AFRICOM** qui verra le jour au nom de la lutte anti-terrorisme et à partir de là contrôler tous les pays du Sahel(le Niger ,Mali, Mauritanie, Algérie, Libye, Tchad,...)qui se trouvent être des pays riches en pétrole, uranium ,or ,phosphore, gaz,...,pays qui se trouvent être également de grands partenaires de la Chine. Cette crise malienne ajoutons le qui est l'objectif caché de cette visite, car derrière ces islamistes du **MUJAO** qui occupe le nord du Mali il y a le Qatar qui est le bras armé des USA qui ne veulent pas voir la **CDEAO** intervenir pour véritablement créer le désordre et au nom de la lutte anti-terroriste les américains interviendront pour occuper le nord du Mali.

Il s'agit aujourd'hui pour les africains de véritablement prendre conscience des enjeux que constituent nos États qui sont pris entre une rivalité entre chinois et américains, même si ces deux États ne visent que leurs intérêts nous devons aussi visés nos intérêts et choisir de coopérer avec le plus offrant dans des échanges gagnant-gagnant .Démocratie ,commerce et sécurité uniquement dans l'intérêt des américains voilà ce que signifie cette visite d'**Hillary** en Afrique, et la machine coloniale américaine est en marche depuis la chute de **Kadhafi** prenons garde face à l'impérialisme américain.

jeudi 2 août 2012

<http://www.jeunessafricaine.blogspot.fr/search?updated-min=2012-01-01T00:00:00-08:00&updated-max=2013-01-01T00:00:00-08:00>

Des Canons ... pas du beurre

ILS CROYAIENT QU'EN TUANT LE GUIDE LIBYEN ILS METTAIENT L'AFRIQUE A GENOUX. C'est depuis la mort du Guide Libyen que les Européens se frottent les mains, tous contents d'avoir stopper les projets phares de la fédération africaine. Ce qu'ils ne savent pas, c'est que nous sommes déjà passés au plan B. Et rien n'arrêtera l'Afrique dans son douloureux chemin vers la liberté. L'Algérie avait à peine refusé de prêter au FMI pour aider l'Union Européen. La même semaine, elle annule la dette de 10 pays africains. Il n'y a que les sourds qui ne veulent pas entendre. Le message est clair : c'est fini quand on venait donner l'os aux africains pour ronger et on en repartait avec L'Algérie annule la dette de 10 pays africains, - sans avoir besoin de vouloir changer les hommes qui sont au pouvoir dans ces pays, - sans avoir *besoin de vouloir installer des Algériens à la tête des entreprises étatiques de ces pays*, - *sans vouloir* obliger ces pays à recruter des entraîneurs algériens pour les équipes de football de ces pays,- sans avoir besoin de déferler sur ces pays ses chômeurs rebaptisés en ONG des thèmes les plus bidons etc... suivez mon regard.

Les médias-mensonge vont qualifier cela de colonisation algérienne de l'Afrique, mais je préfère de loin une colonisation qui viendrait d'un autre pays africain, car lorsque la Californie ou le Massachusetts investit dans le Mississippi ou dans l'Arkansas, personne ne parle décolonisation. et dans tous les cas, préparez-vous à recevoir Hillary Clinton dans les prochains mois, comme pour la Chine, faire le Afrique pour vous expliquer de comment l'Algérie est dangereuse et qu'il faut s'en méfier. Le ridicule vient du fait qu'il n'y a plus en Afrique même les enfants de la maternelle pour croire à de telles légendes.

JPP 8/8/2012

Lisez cet article paru dans le principal journal **algérien El Watan**:

L'Algérie efface la dette de dix pays africains

mardi 31 juillet 2012 | Ali Titouche, El-Watan

Le président de la République vient d'adresser des télégrammes aux ambassadeurs en poste dans les pays africains, les informant de la décision de l'Algérie d'annuler les dettes qu'elle détient sur quelques États du continent noir.

Une source diplomatique nous a précisé que les montants concernés par cette décision avoisinent les 3 milliards de dollars, selon nos sources. Le Trésor public est sollicité ainsi à nouveau pour donner une suite technique à cette décision politique pour le moins surprenante.

Le Trésor public procéderait, comme à l'accoutumée, à la transformation des créances en question en vue de leur abandon en déclarant ces dettes détenues sur les pays concernés définitivement insolvables. Cependant, plusieurs maillons manquent à la chaîne reliant la décision à sa concrétisation technique : absence de concertation sur les tenants et les aboutissants d'un tel acte et défaut de débat au niveau de l'APN, une institution censée représenter le peuple.

S'il est vrai que l'Etat a eu déjà, par le passé, à se livrer à de telles pratiques, le secret demeure néanmoins entier sur le devenir de certaines contreparties dont a bénéficié l'Algérie en échange d'une opération d'abandon et/ou de transformation d'une dette. C'est le cas d'une forêt héritée par l'Algérie au Mozambique suite à une action d'effacement d'une dette détenue sur ce pays. L'Algérie, qui devait exploiter cette forêt en échange de l'abandon des créances, n'a pas estimé la mesure opportune et le mystère demeure entier sur cette forêt mozambicaine. Quelquefois, des décisions d'effacement de dettes s'accompagnent de concessions faites de bon gré au pays créanciers.

> L'Algérie a bénéficié également par le passé, à titre d'exemple, d'un permis d'exploitation dans le domaine de la pêche sur les côtes mauritaniennes en échange de l'abandon d'une créance, mais n'a jamais officiellement mis à exécution ce permis d'exploitation, du moins dans ses rapports d'Etat à Etat. Mais il est tout de même difficile de vérifier, auprès des diplomates auxquels nous nous sommes adressés, si les concessions en question ont été exploitées par des privés au nom de l'Etat algérien car il existe, par moment, dans ce genre de pratiques, ce qu'on appelle dans le jargon diplomatique « les opérations triangulaires » qui consistent à faire bénéficier plusieurs parties de cet acte d'effacement de dette d'un pays par un autre Etat.

C'est comme lorsqu'on rembourse une dette par le moyen d'une marchandise compensatoire. Les diplomates que nous avons interrogés se sont contentés de nous révéler ces quelques ficelles. Il y en a certainement d'autres.

El Watan>

Source : <http://www.setif.info/article6821.html>

1 Mali

1-1 Solidarité Internationale PCF : **De l'entreprise de déstabilisation à l'intervention déléguée aux « amis » africains.**

Un plan de dépeçage du Mali méthodiquement orchestré par les puissances occidentales

Depuis le début de l'année 2012, le Mali sombre dans le chaos. Indépendantistes touareg, rebelles islamistes, coup d'Etat éclair, transition « démocratique », intervention des pays de la CEDEAO, ingérences occidentales : la confusion règne, mais **le brouillard de guerre se dissipe pour peu à peu**, permettant de démêler l'écheveau des événements successifs.

Présenté abusivement comme un exemple de « démocratie », le Mali de l'ancien putschiste Amadou Toumani Touré (ATT) donnait en tout cas l'apparence d'un Etat stable. Une stabilité garantie par des relations guère conflictuelles avec l'ancienne puissance coloniale, par un étouffement de l'opposition (au nom du « consensus »), et par une pratique généralisée de la corruption et du clientélisme.

Un système à bout de souffle pour un président réélu en 2007 avec 71% au premier tour. Une « démocratie » gérée de façon anti-démocratique, un pays « stable » de plus en plus incapable de gérer l'instabilité au nord et surtout un pays regorgeant de richesses mais enfoncé dans une pauvreté entretenue par le système ATT et par la mise en œuvre zélée des recettes désastreuses du FMI.

L'enjeu : un pays pauvre regorgeant de richesses, objet de convoitises

Car si le Mali reste un des pays les plus pauvres au monde – la moitié de la population sous le seuil de pauvreté, le Mali occupant la 178ème place sur 182 pour son indice IDH – **son sol et son sous-sol abrite des richesses considérables.**

Troisième producteur d'or du continent africain, derrière les géants Ghanéens et Sud-Africains, exportateur majeur également de fer et de coton, le sous-sol Malien recèle surtout de gisements pétroliers conséquents, découverts dans le Bassin de Touadenni, au Nord-ouest du Mali.

Des richesses pétrolières encore largement inexploitées qui suscitent la convoitise des majors américaines, du grand groupe de la Françafrique Total, des entreprises d'Etat chinoises. Le ministère des

mines Malien, encore maître des concessions pétrolières, a jusqu'alors préféré confier des blocs d'extraction à l'entreprise algérienne SONATRACH et à l'italienne ENI.

La participation potentielle du Mali au projet de pipeline TSGP (*Transaharian Gas Pipeline*), acheminant le gaz du delta du Niger vers l'Europe via le Niger, renforce l'importance stratégique de l'État sahélien.

La nécessité d'établir un État « stable » au Mali, c'est-à-dire plus conciliant envers les intérêts pétroliers occidentaux, mais aussi d'exercer un contrôle direct ou indirect sur un État sécessionniste au Nord-Mali, est un des facteurs explicatifs du déroulement de la crise malienne.

Première étape : coup d'État d'opérette, déstabilisation et rupture de l' « ordre constitutionnel »

La déstabilisation du Mali commence par un coup d'État confus, à une semaine d'élections qui allaient concrétiser le départ du président Amadou Touré. Le 22 avril, le capitaine Sanogo dépose le président malien et annonce la constitution d'un *Comité national pour le redressement de la démocratie et la restauration de l'État* (CNRDR).

Des putschistes qui utilisent le prétexte de l'instabilité dans le Nord-Mali pour rompre l'ordre constitutionnel, et **lancent un appel immédiat à une aide militaire et politique des puissances occidentales** pour lutter contre le péril islamiste.

Il ne faut pourtant que deux semaines pour voir ces militaires déterminés céder le pouvoir à un gouvernement de transition présidé par le bras de droit de Touré, Dioncounda Traoré, sur proposition de la CEDEAO, appuyée par les grandes puissances occidentales, et surtout concoctée par le dictateur du Burkina-Faso Blaise Compaoré.

Les putschistes rentrent alors dans le rang, tout en occupant une place centrale dans la « transition démocratique », aux côtés du nouveau président intérimaire. Un intermède grand-guignolesque qui soulève des questions de fond :

Qui est cet obscur capitaine Sanogo, putschiste formé aux États-Unis de 2004 à 2010, où il a bénéficié d'une formation d'officier de renseignement ?

Quels intérêts servent ces putschistes, lançant des appels à l'aide aux puissances impérialistes et cédant le pouvoir à leurs premières injonctions ?

Quelle transition avec le bras droit du système corrompu d'ATT, Dioncounda Traoré par ailleurs en « visite médicale » à Paris pendant les deux semaines précédant sa prise de fonction début juin ?

Deuxième étape : un vide politique pour préparer le démantèlement du Mali

Usant de l'instabilité comme un prétexte pour rompre l'ordre constitutionnel, **les putschistes n'ont fait qu'acter la sécession de facto du Nord-Mali**, sous les coups du mouvement sécessionniste Touareg (MNLA) et des groupes islamistes (Ançar Dine, AQMI).

Tirant profit des justes revendications du peuple Touareg à l'autonomie et au respect de sa dignité, le MNLA revendique la sécession, autrement dit la remise en cause de l'État malien unifié. **Une revendication qui rejoint certaines préoccupations des puissances occidentales** intéressées par le gâteau pétrolier du Nord, ainsi que les objectifs à court terme des combattants islamistes.

Des convergences matérialisées en mai dernier par un rapprochement avec *Ançar Dine*, islamistes fondamentalistes salafistes, issus du mouvement touareg, dominateurs à Tombouctou. Avec le MUJAO (Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest) hégémonique à Gao, *Ançar Dine* et le MUJAO contrôlent désormais l'essentiel du Nord-Mali, et gagnent du terrain au détriment des rebelles touaregs.

La menace d'Al-Qaida Maghreb Islamique (AQMI) est plus présente dans les discours que dans la réalité du terrain. Ce groupe salafiste, issu d'une scission du GIA qui a semé le chaos en Algérie dans les années 1980, représente en réalité plus un groupe mafieux trans-frontalier qu'une puissance politique.

Des groupes islamistes allègrement financés par le Qatar, la monarchie absolue du Golfe fournissant des fonds, mais aussi directement des armes et des formateurs militaires, acheminés via les aéroports de Tombouctou et Gao, sous le silence bienveillant de la France et des États-Unis.

Un 'double jeu' occidental permettant de pérenniser la sécession du nord, de laisser croître un péril islamiste créé de toutes pièces par leurs alliés du Golfe, et *in fine* de justifier leur ingérence dans les affaires maliennes.

Troisième phase : préparer l'intervention des puissances impérialistes, déléguée à leurs bras armés africains

Après avoir soutenu la rupture avec l'ordre constitutionnel, laissé faire l'installation des rebelles au Nord, les puissances occidentales – France en tête – utilisent désormais le prétexte de la crise humanitaire et du

péril islamiste, qu'ils ont eux-mêmes encouragés, pour **justifier leur ingérence dans les affaires Maliennes.**

L'alternance et le gouvernement de « gauche » n'ont pas changé la donne. Le ministre de la Défense français appelle désormais à une intervention militaire. De son côté, le ministère des affaires étrangères Laurent Fabius prépare par sa tournée en Afrique du nord et de l'Ouest les modalités pratiques d'une intervention.

Handicapée par son passé colonial et la réalité encore actuelle de la *Françafrique*, soucieuse de ne pas prendre en charge une action armée coûteuse économiquement et symboliquement, **la France prépare une intervention déléguée aux Etats de l'Afrique de l'Ouest.**

Avec comme fer de lance, deux « amis démocrates » de la France.

D'un côté, **le président burkinabé Blaise Compaoré, le putschiste assassin de Thomas Sankara en 1987, dictateur depuis 25 ans** élu en 2010 avec 80% des voix. Compaoré est le premier artisan du plan de transition confiant le pouvoir à Dioncounda Traoré, et jouant le rôle du « médiateur » délégué par la CEDEAO.

De l'autre, **le nouveau président ivoirien installé par la France, le président de la CEDEAO Alassane Ouattara.** L'ancien numéro 2 du FMI, ami des États-Unis et de la France, sécessionniste et putschiste expérimenté après son expérience en Côte d'Ivoire, est lui chargé de jouer le rôle du « va-t-en-guerre », censé dessiner les conditions d'une intervention prise en charge par les Etats de la CEDEAO. L'intervention militaire africaine, parrainée par leurs tuteurs occidentaux, paraît désormais inévitable. La seule incertitude reste l'issue de ce conflit :

vers un scénario à la Soudanaise ?

Soit une sécession du Nord-Mali, abritant l'essentiel des gisements pétroliers actée par l'impérialisme occidental. Une indépendance reposant peut-être sur le combat de certains groupes islamistes, délégué aux États africains, mais aussi sur la négociation avec le MNLA et la frange dite « modérée » des islamistes ;

vers un scénario à l'Ivoirienne ou à la Libyenne ?

Soit le maintien d'un État unifié avec à sa tête un gouvernement acquis aux intérêts français et américains, concédant sans doute une large autonomie au Nord et livrant des concessions avantageuses aux grands groupes pétroliers occidentaux ;

Quel que soit le scénario adopté, le peuple Malien en sera le grand perdant. Ébranlées par la crise capitaliste, concurrencés par les économies émergentes pour le contrôle des ressources et des marchés, les puissances impérialistes, françaises, européennes ou américaines ne reculent désormais plus devant l'usage systématique de la force pour briser toute résistance à son ordre.

Comme en Libye hier, en Syrie aujourd'hui ou en Iran demain, il est nécessaire au Mali de s'opposer à ce plan de destruction d'une nation souveraine, dépecée après avoir été appauvrie au profit des grands groupes occidentaux !

Mardi 7 août 2012

Article AC pour <http://solidarite-internationale-pcf.over-blog.net/>

Source : Solidarité Internationale PCF

<http://solidarite-internationale-pcf.over-blog.net/...>

<http://www.palestine-solidarite.org:80/analyses.Solidarite-Internationale-pcf.070812.htm>

1-2 Ramzy Baroud : Mali : une situation hors de tout contrôle.

Le Nord du Mali promet d'être le cimetière d'un très grand nombre de personnes innocentes, si les pays africains s'avèrent incapables de contrer collectivement l'influence occidentale dans la région.

Le Mali est en passe de devenir l'Afghanistan de l'Afrique.

La réalité tragique est que le Mali - un pays très vaste mais peu peuplé, avec environ 15,5 millions d'habitants - était jusqu'à il y a quelques mois présenté comme un modèle de stabilité et de démocratie naissante en Afrique de l'Ouest.

Qu'est-il arrivé pour qu'il se transforme en un foyer de terrorisme, de nettoyage ethnique et d'une guerre civile qui pourrait déstabiliser toute la région ?

Le 22 mars dernier, le capitaine de l'armée Amadou Sanogo, formé aux États-Unis, a mené un coup d'État contre le président Amadou Toumani Touré, maintenant en exil, l'accusant de ne pas faire assez pour s'opposer aux menaces séparatistes dans le nord du pays.

Il y eut une condamnation générale du coup d'État de Sanogo, bien que les États-Unis aient été plus indulgents que les médias africains, dont la plupart ont vu ce coup de force comme une fin violente de deux décennies de démocratisation. Les organes de presse à capitaux américains ont prétendu que le coup d'État était « une surprise pour Sanogo lui-même » et l'ont même qualifié « d'accidental », une évaluation inepte dépourvue de la moindre crédibilité.

Quels que soient les motifs de Sanogo, le coup d'État n'a rien fait pour stopper les séparatistes - bien au contraire. Le Mouvement touareg de libération de l'Azawad (MNLA) a profité du vide politique pour déclarer son indépendance dans le nord à peine deux semaines plus tard.

La déclaration faisait suite à une rapide succession de victoires militaires qui comprenaient la capture de Gao et d'autres grandes villes.

Ces développements ont enhardi les islamistes et d'autres groupes militants pour se saisir des villes à travers le pays. Une lutte de pouvoir a bientôt éclaté, dans lequel le mouvement islamiste Ansar Dine (« protecteurs de la foi ») a pris le dessus, évinçant le MNLA d'un certain nombre de zones, dont la ville historique de Tombouctou.

Ces militants ont ensuite prétendu que l'histoire islamique de la ville n'était pas compatible avec leur interprétation de la religion, et ils se sont aussitôt mis à détruire des bâtiments et à brûler des manuscrits islamiques, toutes choses considérées comme patrimoine de l'Unesco.

Un autre groupe s'est vite engouffré dans la brèche : Al-Qaida au Maghreb islamique (Aqmi), qui avait été utilisé par Washington pour justifier la création de l'*United States Africa Command* (Africom) en 2008 avec une mission couvrant l'ensemble du continent, à l'exception de l'Égypte.

Le Département d'État américain affirme que les troupes de l'Africom « joueront un rôle de soutien aux Africains pour la mise en place d'institutions démocratiques et l'établissement d'une bonne gouvernance à travers le continent. » Il n'explique pas comment ce processus pourrait être épaulé par le Centre de Commandement des opérations spéciales de l'Africom...

Des fuites dans les médias et des commentaires d'analystes faisant autorité ont relié l'Africom au chaos régnant au Mali. Le vide sécuritaire dans ce pays situé stratégiquement pourrait être l'exacte opportunité pour les États-Unis qui cherchent à établir une présence militaire durable en Afrique. Ceci, bien sûr, fait partie intégrante de la réévaluation récente des États-Unis de leurs priorités militaires à travers le monde. Non seulement l'Africom dispose d'une présence notable au Mali - organisant des formations dont Sanogo lui-même a bénéficié - mais le chef d'état-major, le général Carter Ham, est en train de tenir le genre de propos que nous avons entendu si souvent dans les zones de conflit.

« Nous - la communauté internationale, le gouvernement malien - avons raté une occasion de traiter l'Aqmi quand celle-ci était faible. Maintenant la situation est beaucoup plus difficile et il faudra plus d'efforts de la communauté internationale et certainement, avec un nouveau gouvernement malien, » a-t-il déclaré aux journalistes au Sénégal la semaine dernière.

La nature de ce « grand effort » est inconnue, mais les États-Unis et la France - l'ancienne puissance coloniale qui a encore une grande influence et des intérêts économiques considérables au Mali - étudient plusieurs options militaires.

Sachant que les interventions occidentales produisent très souvent l'opposé de ce qui est leur but déclaré, certains pays ouest-africains se sont empressés de prévenir ces scénarios potentiellement sinistres.

Le 5 juillet, le Conseil de sécurité a approuvé les efforts des pays de l'Afrique de l'Ouest pour mettre fin au chaos et ceux-ci - malgré les pressions - n'ont pas approuvé le principe d'une intervention militaire.

L'Union Africaine, qui a eu peu de succès dans les conflits du passé, semble susceptible de céder la direction des opérations sur la question à la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao). Mais ses membres sont fortement dépendants de l'aide étrangère et donc très sensible à la pression extérieure.

Malgré ce que dit la couverture médiatique occidentale, al-Qaida n'est pas la plus grande préoccupation dans le nord du Mali. Même le général Ham estime que les combattants étrangers dans le nord ne sont que quelques « dizaines, voire quelques centaines. »

La véritable crise est politique et humanitaire. Selon le bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, 420 000 personnes ont été transformées en réfugiés dans une région très dure, même pour ceux qui ne sont pas contraints de fuir à travers les déserts sans fin.

Mais les États-Unis ont déjà entamé des discussions sur l'utilisation dans la région de leurs meurtriers drones sans pilote. Les médias américains se font très alarmistes, sans doute en préparation d'une campagne militaire.

« Les islamistes extrémistes ont pris le contrôle d'une région de la taille de la France dans le nord du Mali et ils ont proclamé un état islamiste, » rapporte *ABC news* le 23 juillet.

Beaucoup moins a été dit sur les causes à la base de cette situation - et surtout pas que c'est l'intervention occidentale en Libye l'an dernier qui a eu pour effet de noyer cette région sous une énorme quantité d'armes, actuellement distribuées à travers toute l'Afrique.

Le Mali est à la veille d'un autre épisode de violence, dont la portée et la nature ne nous sont pas encore révélées. Alors que les puissances occidentales et leurs alliés régionaux mettent au point leurs prochaines manœuvres, des centaines de milliers de personnes misérables s'enfuient à travers le Sahara, à la recherche d'eau dans l'un des terrains les plus impitoyables de la planète.

La partie la plus tragique de l'histoire, c'est que les difficultés du Mali ne font que commencer.

***Ramzy Baroud** (<http://www.ramzybaroud.net>) est un journaliste international et le directeur du site PalestineChronicle.com. Son dernier livre, *Mon père était un combattant de la liberté : L'histoire vraie de Gaza* (PlutoPress, London), peut être acheté sur Amazon.com. Son livre, *La deuxième Intifada* (version française) est disponible sur Fnac.com

5 août Ramzy Baroud

31 juillet 2012 – 5 août Ramzy Baroud

[Traduction : Info-Palestine.net](http://Info-Palestine.net) - Claude Zurbach

Vous pouvez consulter cet article à :

<http://www.ramzybaroud.net/articles...>

2 CÔTE IVOIRE

GuehiBrence : A un mois du procès de Gbagbo la vérité éclate sur la crise ivoirienne.

Soro dans le faux devant des députés européens.

Plus le temps passe, plus la vérité éclate sur la réalité de la crise ivoirienne.

Ce qui n'est pas fait pour arranger le pouvoir. Soro envoyé en France pour rétablir l'équilibre, ne fait que servir du faux par manque d'arguments. A un mois du procès du Président Laurent Gbagbo, ce n'est pas la grande sérénité au palais. Car les nouvelles qui arrivent chaque jour de la Haye ne sont pas bonnes pour le roi et sa cour.

Après la déportation du Président Gbagbo dans cette prison onusienne, le schéma mis en place pour le maintenir loin de la Côte d'Ivoire prend un coup d'arrêt. En mécanique, on dirait que la machine a pris du sable. Surtout qu'à Paris, Sarkozy le grand parrain, metteur en scène de tout ce complot contre le Président Gbagbo, n'est plus aux affaires. En France, il est assailli par les ennuis judiciaires, au point même de vouloir fuir aujourd'hui son propre pays, pour chercher asile au Canada. Ça veut tout dire... En Occident, il y a l'action des patriotes qui depuis plus d'un an, ne font que battre le pavé pour faire éclater la vérité dans la crise ivoirienne. Et ces mouvements se sont surtout accentués avec la déportation du Président Gbagbo à la Haye. Les actions de soutien au Président Gbagbo étaient au départ limitées à la diaspora africaine qui connaît l'homme politique depuis plusieurs années.

Mais aujourd'hui, le phénomène Gbagbo dépasse le cadre africain. Il prend tous les jours, une ampleur mondiale. Ce qui emmène certains de ses proches à dire que «Gbagbo ne nous appartient plus». n'a-t-on pas vu des Américains demander sa libération lors de la commémoration de la date anniversaire de la mort de Martin Luther King en Atlanta aux USA. En France, les socialistes qui ont été entraînés dans ce complot contre la Côte d'Ivoire par le même Sarkozy, ont fini par découvrir le faux qui a été servi dans cette crise. On les voit donc trainer les pas avant de recevoir Ouattara. Ce qui veut clairement dire qu'il est aux yeux de la gauche française, un président infréquentable. Ouattara a dû faire le pied de grue devant le palais de l'Élysée, passer des nuits blanches à passer des coups de fils qui restent toujours sans réponse, avant d'avoir un rendez-vous avec Hollande qui ne joue visiblement pas dans la même équipe que lui.

En France, il y a aussi l'action de la diaspora qui trouve grâce aux yeux de la presse hexagonale qui leur était pourtant fermé il y a juste quelques mois. C'était la belle époque du roi Sarkozy, régnant et gouvernant. Tout ce qui se fait maintenant dans les rues de Paris et même à la Haye par la diaspora

africaine, est relayé par les médias et la presse française. Et comme le dit si bien Bernard Houdain, l'un des conseillers du Président Gbagbo, l'Afrique et le monde ne peuvent pas s'engager dans un combat qui est faux. Le Président mobilise parce que c'est lui qui mène le juste combat. Mais bien plus que ça, dans la crise ivoirienne, c'est lui qui a raison. Le reste n'est que pure manipulation. A la vérité, Ouattara est rattrapé par ses propres ombres en Côte d'Ivoire et dans le monde. Son entourage avait fait croire que le débat portant sur la question de savoir «qui a gagné les élections en Côte d'Ivoire» était clos. Mais à son grand dam, ce débat refait de plus en plus surface au fur et à mesure que la date du procès du Président Gbagbo approche. Comme le dit le ministre Amani n'guessan, «il ne peut être clos», car c'est là le noeud du problème ivoirien. La Cpi qui est aujourd'hui face à l'Histoire, se trouvera, à un moment, obligée de se demander pourquoi l'Onu a refusé le recomptage des voix que le Président Gbagbo a proposé pour éviter un bain de sang à la Côte d'Ivoire. Il va falloir dire au monde qui d'entre Ouattara et Gbagbo a préconisé la «solution militaire».

En tout cas, le pouvoir d'Abidjan vit de grands moments de troubles. Sur le terrain, la situation dramatique des droits de l'Homme n'est pas faite pour arranger les choses. A la grande joie du pouvoir, Frci et Dozos sèment, chaque jour, la terreur. S'attaquant à tous ceux qui ne chantent pas les louanges de Ouattara. une situation qui ne fait qu'irriter les diplomates en poste à Abidjan. Philip Carter 3, l'ambassadeur des usa en Côte d'Ivoire, s'en est plusieurs fois plaint à son poulain. Mais rien ne change. Et en privé, le diplomate américain ne cesse de ruminer sa colère et sa déception. Sans plus. C'est tout ce qu'il peut faire. Surtout que Ouattara le regarde désormais comme un «pro-Gbagbo», par la force des choses. Au niveau continental, après le départ de Sarkozy, Ouattara est cerné par des chefs d'Etat qui ne masquent plus leur admiration pour le Président Gbagbo. Ils sont libérés du joug Sarkozy qui menaçait tout le monde, avec des intimidations dignes de la belle époque de la mafia françafricaine. «Depuis que Sarkozy est parti, je dors bien», a lâché la semaine dernière, Alpha Condé, le Président guinéen. Des propos qui montrent à quel point Sarkozy agaçait tout le monde en Afrique. Le pouvoir ivoirien qui ne fait que multiplier les maladroites tous les jours se rend à l'évidence. Son image préfabriquée commence à s'effriter à l'échelle mondiale. Dans ce cas, que faire ? Ouattara a d'abord envoyé en mission en Europe, deux de ses collaborateurs; à savoir le jeune Touré Amadou et Joël n'guessan. Objectif, polir son image esquinée dans l'opinion occidentale. Mais l'exercice est périlleux pour ses deux caïds du Rdr. Car le monde découvre, de plus en plus, le drame que vit le peuple ivoirien. Les tueries à l'Ouest, les enlèvements et les tortures transformés en mode de gouvernement sont bien là pour le prouver. Et ce n'est pas Gbagbo qui en est l'auteur. Et la répression qui s'est accentuée sur les pro-Gbagbo à la veille de son procès du 13 août prochain, n'entame pas l'ardeur des Ivoiriens déterminés à faire triompher la vérité et la justice dans cette crise. Comme on le voit, le navire Ouattara prend de l'eau de toute part. Ce qui a conduit Soro, le «commandant adjoint» à prendre le taureau par les cornes. Au point de transformer une visite privée en France en visite officielle.

A ce sujet, des proches du palais confient que Ouattara qui était censé profiter de la sortie de son filleul donnerait, en privé, des signes d'agacement. Car le «petit» n'arrive plus à contrôler sa langue. Il y a quelques jours, il a mis la Cpi très mal à l'aise en affirmant que cette institution a lancé «des mandats d'arrêts contre Blé Goudé» et plusieurs autres proches du Président Gbagbo. Le lendemain, cette cour de justice onusienne a dû réagir. Mais la vérité est que ce qui pourrait être un deal entre Ouattara et la Cpi a été mis sur la place publique. Soro a-t-il coupé l'herbe sous les pieds de Ouattara? C'est possible. Vu qu'un mandat d'arrêt contre Blé Goudé équivaldrait aussi à un autre mandat d'arrêt contre lui. Car après le cas Gbagbo qui met à nu la partialité de cette institution, la Cpi ne voudrait plus paraître comme un instrument à la solde du pouvoir ivoirien. Soro sait donc que son maître n'est pas content à Abidjan. C'est pourquoi devant les parlementaires européens, le «petit» s'est essayé, le mercredi 11 juillet 2012, à une option de «rattrapage », en s'adonnant à une séance oratoire pleine de faux. Mais le mal est déjà fait. Bref, lisez plutôt Soro. «Fallait-il, comme dans une tragédie antique, payer le lourd tribut de plus de 3000 morts innocentes et gratuites, alors qu'il eût suffi que la Conseil constitutionnel fasse preuve de courage et de transparence, pour proclamer des résultats conformes au verdict populaire, un simple coup de fil du perdant au vainqueur (...) et la Côte d'Ivoire eu été sauvée », ainsi tente-t-il d'apaiser la colère de son patron. Mais quelle est cette «tragédie antique» à laquelle il fait référence ? Peut-être que ce serait trop lui demander. Toutefois, la vérité est que le monde découvre ce qui s'est passé en Côte d'Ivoire en novembre 2010.

Soro et Ouattara étaient convaincus que Youssouf Bakayoko a donné le vrai verdict au Golf hôtel, ils

auraient applaudi le recomptage des voix proposé par le Président Gbagbo. Ce qui aurait évité à la Côte d'Ivoire, cette «tragédie antique» avec son «lourd tribut de 3000 morts». 3000 morts entraînées par «l'option militaire» que la force française licorne, les Casques bleus de l'Onuci et les ex-rebelles dits forces pro Ouattara puis Frci ont déclenchée dès mars 2012.

gbrence02063193@yahoo.fr

<http://www.abidjandirect.net/index2.php?page=poli&id=5640>

Guillaume Soro rejette les «accusations» de la défense de Michel Gbagbo

La plainte déposée le 25 juin à Paris contre Guillaume Soro et une dizaine d'officiers de l'ex-rébellion ivoirienne fait réagir l'ancien chef des Forces nouvelles.

Les avocats de Michel Gbagbo, le fils de l'ancien chef de l'Etat, accusent l'actuel président de l'Assemblée nationale et les chefs militaires de l'ex-rébellion d'enlèvement, séquestration, traitements inhumains et dégradants. Guillaume Soro rejette ces accusations.

C'est sur son blog que l'actuel président de l'Assemblée nationale ivoirienne répond à ceux qui l'accusent dans le dossier de l'incarcération de Michel Gbagbo, en ouvrant une polémique sur la nationalité du fils de Laurent Gbagbo, détenu à Bouna dans le nord-est de la Côte d'Ivoire depuis plus d'une année.

Michel Gbagbo avait été arrêté le 11 avril 2011 en compagnie de son père et de dizaines d'autres membres de la famille et de proches de Laurent Gbagbo. Avant même que la plainte déposée à Paris ne connaisse une suite comme la nomination d'un juge – une première plainte avait déjà été rejetée – Guillaume Soro s'est employé à dénier à Michel Gbagbo sa double nationalité.

Mais au cas où la justice française décidait d'ouvrir une enquête, suite à la plainte des avocats de Michel Gbagbo, Guillaume Soro, qui était Premier ministre et ministre de la Défense lors de la crise postélectorale conseille aux plaignants de porter plainte contre l'Etat ivoirien, la France, la Cédéao (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest), l'Union africaine et le Conseil de sécurité de l'ONU.

Toutes ces entités ont joué un rôle, selon le patron de l'ex-rébellion, dans les frappes qui ont neutralisé les armes lourdes qui défendaient la résidence présidentielle où étaient retranchés Laurent Gbagbo et ses proches le jour de leur capture.

<http://www.rfi.fr/afrique/20120628-cote-ivoire-guillaume-soro-rejette-accusations-michel-gbagbo>

Nous penchons pour la régression nationale...

A l'instar de plusieurs pays africains, la Côte d'Ivoire fête cette année sa 52^{ème} année d'indépendance avec à sa tête Alassane Dramane Ouattara. La présence de Ouattara au sommet de l'Etat donne une touche particulière à cette fête. Il s'agit du Président certifié par la communauté internationale, laquelle dit-on, est très attachée aux notions d'indépendance, de souveraineté. Si donc elle a fait de Ouattara, son filleul incontesté c'est certainement parce qu'il partage avec elle, les notions sus-indiquées. Or vu le mode d'accession au pouvoir de Ouattara ainsi que sa manière de conduire l'Etat, l'on se sent pressé de conclure que de l'indépendance, l'homme fort d'Abidjan n'a qu'une notion parcellaire. Cela l'a conduit à transformer la fête nationale en une fête de la régression nationale.

Ouattara et la notion d'indépendance

Des nombreuses définitions que nous fournissent les dictionnaires, sur la notion d'indépendance, nous retiendrons celle-ci : ***qualité d'un groupe, d'un pouvoir... qui n'est pas soumis à un autre, qui est libre de toute sujétion.*** Cette définition met en évidence les notions de liberté de décision, de réflexion, de jugement, de pensée etc. Elle englobe aussi et surtout, la notion de souveraineté.

Au regard de cette définition, il nous apparait difficile, à l'épreuve des faits, de conclure que M.Ouattara partage sans réserves la notion d'indépendance. Pour s'en convaincre, marquons un pays ferme sur l'actualité récente de notre pays en nous référant à deux moments.

La création du RHDP

Le Rhdp, ce groupement de partis politiques qui soutient Ouattara et qui fait la promotion de celui-ci, est le fruit de l'œuvre politique de la droite française. C'est en effet à Paris, sous l'impulsion de Chaque Chirac en 1995 que ce groupement a vu le jour. Dans le fond de la pensée chiraquienne, il s'agissait de

tout mettre en œuvre pour installer Alassane Ouattara au pouvoir et non Bédié ou Mabri Toikeusse encore moins Anaky Kobenan. Bédié lui avait déjà gouverné et s'il était tant aimé par le pouvoir français d'alors, il ne serait pas tombé au premier coup de fusil. Mabri et Anaky, sont des figurants de première heure, des pailles. Alors que Ouattara, est l'homme de la haute finance, l'homme de la Bceao, du FMI, le filleul bien poli de la droite française. Il fallait être malvoyant pour ne pas saisir cette réalité. Lorsque Sarkozy succède à Chirac, la relation de dépendance entre Ouattara et la droite française prend l'ascenseur, elle réussit même à faire ombre à la factice aura du Rhdp. Les médias français ont été mis à la disposition de Ouattara pour une campagne de propagande sauvage. En conclusion, la création du Rhdp signait au fond, un lien de dépendance très fort entre la France et Ouattara.

La prise du pouvoir le 11 Avril 2011

Les conditions dans lesquelles Ouattara a été installé au pouvoir ressemblent bien, à quelques différences près, à celles que l'on a pu constater avec le parachutage au pouvoir de David Dacko en Centrafrique (1979). On notera que David Dacko a atterri à la tête de la Centrafrique grâce à l'action des militaires français (opération Barracuda). En Côte d'Ivoire, c'est l'action conjuguée de la coalition Onuci-Forces Licornes qui a porté Ouattara au pouvoir. La prise en otage du processus électoral par Nicolas Sarkozy agissant par le biais de ses rejets qui sont les leaders du Rhdp, a fini par imposer une guerre voulue et souhaitée par Ouattara et ses soutiens. Si Ouattara est donc au pouvoir ce n'est pas parce qu'il y est parvenu dans les règles de l'art, mais c'est bien parce que la droite française, en sa qualité de tutelle de Ouattara, a usé de tous les moyens pour remettre le pouvoir à son filleul. Dans ces conditions est-il utile de parler d'indépendance de «l'heureux élu»? C'est donc un truisme de dire que Ouattara est un homme dépendant du pouvoir français.

Ces deux exemples expliquent en partie, pourquoi une fois au pouvoir, Ouattara a fait l'effort de poser des actes qui portent atteinte à la dignité du peuple ivoirien. Quelles sont ces actes ?

Les actes constitutifs de la régression nationale

Au moment où la Côte d'Ivoire souffle ses 52 bougies, nous nous posons la question de savoir de quelle Côte d'Ivoire Ouattara parle. Visiblement, il parle de sa Côte d'Ivoire, celle qu'il a transformée de façon régressive.

La terre ivoirienne a été violée par des armes étrangères, des mercenaires étrangers, des mercenaires en cravate. Grâce à Ouattara, une force coalisée a bombardé les symboles de l'Etat : la Présidence de la République, La Résidence du Président de la République, mettant ainsi en péril, l'indépendance nationale. Pis Ouattara a réussi avec l'appui de Nicolas Sarkozy à transférer un acteur incontournable de la scène politique ivoirienne à la Haye, dans des conditions qui s'apparentent à un enlèvement. Ouattara a réussi également à fragiliser nos institutions en se faisant aider par la fameuse communauté internationale en vue d'obliger le Conseil Constitutionnel à proclamer deux chefs d'Etats différents en trois mois. C'est une grande première dans le monde. Si cela a été possible c'est bien parce que le recomptage des voix proposé par Laurent Gbagbo a été refusé par Ouattara et ses soutiens. Or cette solution a été appliquée aux Usa, en Haïti mais en Côte d'Ivoire, elle ne peut passer car notre indépendance et notre souveraineté ont été prises en otage par les USA, l'ONU, l'UE, la France, la CEDEAO, L'UA.

En outre, sous Ouattara, la Côte d'Ivoire est devenue le pays des blocs. Deux blocs politiques (Rhdp et FPI), deux blocs géographiques (Nord et Sud), deux blocs religieux (Musulmans et chrétiens). En un mot, la Côte d'Ivoire est plus que divisée et plus le temps passe plus les positions se radicalisent. Cette radicalisation est la conséquence de l'incapacité du pouvoir à renoncer à son orgueil pour se comporter comme un arbre sous lequel tous viennent s'abriter. C'est une telle Côte d'Ivoire décousue que Ouattara présente au drapeau national le 07 Août. Une Côte d'Ivoire qui a plusieurs milliers de ses enfants en exil d'autres détenus au nord (fief de Ouattara), à la MACA, à la MAMA, et certainement en d'autres lieux tenus secrets.

Par ailleurs, Ouattara a rendu les libertés dépendantes des aspirations du pouvoir. Comme une peau de chagrin, lentement, l'on assiste au plissement des libertés de penser, d'aller et de venir, d'association etc. L'espace politique est devenu monocolore, un seul groupe parle, un seul groupe à les médias d'Etat, un seul groupe à le droit de rire, un seul groupe à le droit de porter des vêtements à l'effigie de son leader, un seul groupe a droit à tout : le Rhdp, coalition au pouvoir.

Sous Ouattara, la justice est plus dépendante du pouvoir politique que le rapport qui existe entre un nouveau né et sa mère. Seuls les pro-Gbagbo sont derrière les barreaux et pourchassés. Le Comble du

ridicule est que certains sont accusés d'avoir commis des génocides (!!!) sans que les ex chefs rebelles, connus pour être d'excellents violateurs des droits de l'homme, ne soient inquiétés. Mieux le volet sécuritaire est totalement lessivé. En effet, la sécurité des ivoiriens est confiée aux mains d'une armée tribale (dont des éléments occupent illégalement des biens privés) et des supplétifs Dozos (chasseurs traditionnels) qui ne savent manier que les fusils de chasse. Ces derniers ne se lassent pas de consumer les biens des populations ou simplement tuer certaines personnes. Nous avons encore en mémoire les tueries du camp des réfugiés Nahibly, les événements de Sanégoulifla (Sinfra). Les récentes attaques du commissariat du 17^e arrondissement de Yopougon et du camp militaire d'Akouedo sont éloquents pour nous faire croire que Ouattara est incapable d'assurer la sécurité des ivoiriens.

A la date du 07 Août 2012 des autochtones de l'Ouest de la Côte d'Ivoire sont, en majorité sans terre, parce qu'expropriés par des colons burkinabés. Ceux-ci sont désormais des propriétaires terriens qui certainement après avoir annexés l'ouest, déposeront leurs intentions dans d'autres régions du pays. Voici quelques actes qui nous obligent à penser que la fête nationale est devenue sous Ouattara la fête de la régression nationale. Depuis deux ans notre ou la régression ? Nous penchons pour la régression nationale.

<http://www.abidjandirect.net/index2.php?page=poli&id=5629>

Les alliés

a) Usa

OBAMA PARLE COMME JESUS, MAIS TUE COMME ... !!!

A l'avènement de Barack Obama au pouvoir, des milliards de personnes sur la terre avaient manifesté leur optimisme. Parmi celles-ci, c'est peu dire qu'il y a eu la quasi-totalité des africains. Tous étaient persuadés que la couleur de peau du nouveau président augurait un changement de la politique internationale. Il faut en convenir et insister qu'ils n'étaient pas les seuls. Les quelques rares voix qui avaient émis des réserves furent sévèrement critiquées et taxées d'antiaméricanisme primaire.

Après son périple ghanéen, son discours fut chaleureusement applaudi. Un discours quasi-unanimement salué particulièrement par les africains qui ne virent là qu'un excellent discours. On voyait en l'homme un 'sauveur' qui allait désormais faire la différence dans la politique internationale sur les peuples opprimés.

Retenons quelques de ses idées en terre de Kwame N'Krouma :

1 Vous pouvez vaincre la maladie, mettre fin aux conflits, changer fondamentalement les choses. Vous pouvez faire ça. Oui, vous le pouvez. Mais cela n'est possible que si, vous tous, vous assumez la responsabilité de votre avenir. Cela ne sera pas facile. Cela réclamera du temps et des efforts. Il y aura des épreuves et des déconvenues. Mais je peux vous promettre ceci: l'Amérique sera à vos côtés, à chaque étape, en tant que partenaire, en tant qu'amie

2 Je ne vois pas dans les pays et les populations d'Afrique un monde à part. Je vois l'Afrique comme une partie fondamentale d'un monde interconnecté, comme des partenaires de l'Amérique agissant au nom de l'avenir que nous voulons pour tous nos enfants. Ce partenariat doit être fondé sur la prise de responsabilité et le respect mutuels».

3 Nous devons nous dresser contre l'inhumanité quand elle se manifeste parmi nous (...) Nous encourageons la vision d'une architecture régionale de sécurité qui soit forte et qui puisse produire une force transnationale efficace quand il le faut. L'Amérique a la responsabilité de favoriser cette vision, pas seulement par les mots, mais par un soutien qui renforce les capacités africaines. Quand on a un génocide en cours au Darfour où des terroristes en Somalie, il ne s'agit pas seulement de problèmes africains, ce sont des défis lancés à la sécurité internationale et ils réclament une réponse internationale. Et c'est pourquoi nous nous tenons prêts à être des partenaires, à travers l'action diplomatique, l'assistance technique et le soutien logistique et nous soutiendrons les efforts visant à faire juger les criminels de guerre.

4 Nous devons reconnaître cette vérité fondamentale, à laquelle vous avez donné vie au Ghana: le développement dépend de la bonne gouvernance. C'est un ingrédient qui a fait défaut pendant beaucoup trop longtemps, dans beaucoup trop d'endroits (...) L'Afrique n'a pas besoin d'hommes forts, elle a besoin d'institutions fortes.

5 L'Amérique tendra la main de manière plus responsable (...) L'aide, ce n'est pas une fin en soi. Le but de l'assistance étrangère doit être de créer les conditions pour qu'elle ne soit plus nécessaire. Aujourd'hui, avec le recul, peut-être qu'en Afrique, tout au moins, les plus enthousiastes d'hier commencent par comprendre deux ou trois choses. Le sourire et l'image du Président Américain n'était qu'une simple affabulation pour assoupir les Opprimés afin de mieux les abattre par des conseils de guerres en cours ou à venir. Cette manœuvre insidieuse se met en place par une conspiration qui fait de lui le prix Nobel de la paix du 9 octobre 2009, pour dit-on «pour ses efforts extraordinaires en faveur du renforcement de la diplomatie et de la coopération internationales entre les peuples», Mais le Président de guerre il est, et il restera. Barack Obama n'a pas eu peur de pousser le paradoxe à l'extrême lors de dans son discours de réception du prix Nobel de la paix, à Oslo. «Nous sommes en guerre», a-t-il reconnu, dès ses premières phrases. Quoi de plus paradoxal? «La guerre est apparue avec le premier homme», a-t-il souligné. Elle est parfois «non seulement nécessaire mais moralement justifiée», il doit y avoir des conséquences» au fait que les pouvoirs locaux «brutalisent leur propre peuple», a-t-il mis en garde. Et à Malcolm X de leur répondre qu'ils font de l'oppression, de l'exploitation et de la guerre un acte de l'humanitarisme, pour tuer, asservir un peuple et n'ont jamais avoué leurs plans macabres de destruction sans précédent. Il commence son héroïsme en Afghanistan où un curieux calendrier l'oblige à se justifier sur le paradoxe: faire la guerre pour la paix... Ainsi donc il l'annonce l'envoi de 30.000 hommes supplémentaires en Afghanistan pour avoir l'autre prix Nobel qu'est la Guerre. Chose curieuse, alors même qu'il était sur deux fronts de guerre ouverte : Irak, avec un retrait qui n'en est pas un et Afghanistan, un prix Nobel lui a été décerné. Son pays n'avait de cesse de provoquer en toute finesse des pays comme l'Iran, la Corée du Nord, le Cuba et le Venezuela. Sommé d'abandonner son antisémitisme puisque toute critique à l'égard de cet Etat est identifiée à ce mal terrifiant il a été vite et sévèrement redressé et ainsi a-t-il laissé la main libre à la colonisation et à la répression. A chaque fois qu'un téméraire avance au sein de la boîte à outils occidentale qu'est l'ONU et surtout son Conseil de sécurité un texte visant à contraindre Israël à faire un geste si minime soit-il dans ce qui est ironiquement appelé 'les territoires', Susan Rice dégage son veto. Et pourtant cette Rice là, c'est elle qui a failli lever les deux mains en faveur du texte de Sarkozy présenté par l'ex-délinquant qui avait 'trahi la confiance du peuple français' Alain Juppé pour agresser la Libye et la Cote d'Ivoire. Tellement la Rice était comblée. Sans en donner l'air, le prix de Nobel de la paix fait des guerres. Mais, ces guerres-là elles sont 'justes et humanitaires'. Elles sont nécessaires et utiles pour l'humanité. Exactement comme celles menées par Bush et ses «freedomfighters» au motif de libérer la planète de 'l'Axe du mal'. Redoutable communicateur, Obama agit autrement que son prédécesseur. Il agresse la Libye et tue des milliers de civiles. Dans cette agression, il a su s'effacer pour mener la bataille via des sous-lieutenants qui n'ont rien à envier à Tony Blair. Ces sous-lieutenants à savoir les zélés Sarkozy et Cameron sont aux avant-postes. Ils sont pour la cause, accompagnés de leurs frères d'armes du Canada, d'Italie, de Pologne, du Danemark, d'Espagne, du Portugal et bien d'autres, pour la plupart rompus depuis des millénaires à une culture guerrière et de rapines à travers le monde. Ces pays, en meute si possible, en loup solitaire si besoin, agressent les pays qui ont le malheur d'être pourvus par dame nature de matières premières convoitées, enflamment la terre, tuent des populations civiles, soumettent des peuples affaiblis, saignent aux quatre veines des territoires à l'issue des opérations de braquage à mains armées cyniquement qualifiées d'opérations 'humanitaires'. Quasiment tous les pays arabes, africains et latino-américains ont goûté ou goûte régulièrement à ce plat «humanitaire». Lequel a déjà fait empoisonné et englouti des civilisations entières. Obama ne fait pas la guerre, dit-on. Ah oui ?? 'Il a rencontré des guerres qui étaient créées avant son avènement'. 'Il ne peut pas les éteindre'. 'Il est obligé de les gérer'. 'Il fait des guerres justes'. 'Ce sont des guerres qui s'imposent à lui, il n'y peut rien'. La vérité face à toutes à ces argumentations sophistiquées, est que le prix Nobel de la paix fait des guerres. Il les fait en souriant, renvoyant ainsi à

une opinion tétanisée la belle image qui est la sienne. Or, la guerre dans le concret, est ignoble et horrible. Obama les lui mène les mots d'une douceur à faire dormir debout, à la bouche.

Aujourd'hui, c'est la Syrie qui est prise. Elle est étranglée par la meute. Elle est bombardée sous le fallacieux prétexte que son dirigeant, Hassan Bahar 'massacre des populations civiles' qui manifestent pacifiquement. Curieuse présentation des faits qui pourtant montrent des rebelles lourdement armés qui s'emparent des villes et confisquent des ressources. Face à ces faits, le prix Nobel de la paix des 'guerres humanitaires' et ses amis demandent au pouvoir syrien comme hier au libyen et Ivoirien de ne pas réagir, de laisser les rebelles avancer jusqu'à prendre la capitale du pays et mettre à la place du khalife, un nouveau khalife plus docile. On demande au pouvoir de ne pas riposter et d'assister les bras croisés au déchirement de son territoire. On lui intime l'ordre de cessez-le-feu et de laisser le passage aux rebelles. On voit des scènes de guerre et on demande à une seule partie de désarmer.

Visiblement, ces insurgés ont d'importantes missions à accomplir. C'est pour cela que leur protection est si prompte. Ils font des gouvernants plus dociles qui offrent et offriront du pétrole, gaz et du cacao quasi-gratuitement.

Et comme c'est toujours le cas, le modus operandi n'a guère varié. On couvre les crimes des amis, on révèle voire fabrique ceux de l'ennemi à abattre. On passe par les instruments de l'éternelle boîte à outils occidentale : l'ONU et le fameux Conseil de sécurité dominé par les cousins occidentaux, si ce n'est pas elle, on sollicite l'OTAN, on parle de coalitions par-ci et d'alliance par là. Si ces instruments de légitimation de l'agression ne suffisent pas, on fait appel à des ensembles régionaux tels l'Union Européenne, l'Union Africaine, la Ligue Arabe et quoi encore ? Les médias, eux, n'ont jamais accompli leur meilleur rôle qu'en ces moments de guerre. Pendant que les « frappes chirurgicales » terrorisent les populations sur le terrain des opérations, ils font de la césarienne à l'information dans les salles de rédaction, propagent les pires mensonges, suppriment des images et convoquent sans discontinuité des experts autoproclamés, nourris à la mamelle du complexe militaro-industriel et de milieu du business de la guerre pour asséner leur évangile à tous ceux qui veulent les écouter.

Le prix Nobel de la paix est donc un seigneur de guerre au même titre que son prédécesseur. La seule divergence entre eux est que le premier joue plus finement. Il avait eu la même attitude sur la Côte d'Ivoire jusqu'au jour où Sarkozy, toujours plus zélé et souvent plus royaliste plus que le roi a gaffé avec l'ultimatum lancé contre Gbagbo depuis Bruxelles. Ce qui a eu le malheureux mérite de réveiller beaucoup d'africains qui dormaient encore. Sarkozy aurait eu l'intelligence d'inverser les rôles et laisser aux avant-postes l'Oncle Barry qu'une 'opération humanitaire' serait déjà réalisée dans ce pays qui au demeurant, sera le prochain sur la liste après la Libye. Il suffit d'écouter l'ex-délinquant français Alain Juppé qui utilise la même rhétorique que sur la Libye en appelant l'ONU, toujours elle, à « jouer son rôle plus efficacement », rappelant que son mandat « permet d'utiliser la force » contre les crimes contre l'humanité commis par Laurent Gbagbo. Là encore, on ferme les yeux sur les exactions des rebelles et du 'commando invisible' et tous les bouviers du frei, des dozo du couple Ouattara-Soro.

Alors, une prochaine résolution issue de la case du sorcier nommée Conseil de sécurité de l'ONU contre la Côte d'Ivoire avec la même meute, et Obama en cool attitude, sourire aux lèvres fera cette nouvelle guerre humanitaire à laquelle le destin l'a obligé.

L'interpellation est grande. La disparition de la bipolarisation entraînant ainsi une forte monopolarisation est un mal nécessaire pour les opprimés. Comment comprendre l'administration Obama d'accorder 25 millions de dollars d'aide à la rébellion syrienne. Une assistance « non létale » qui devrait permettre à l'insurrection de se doter d'équipements de communication. Une telle aide intervient par manque de consensus au conseil de Sécurité ou faire recours à l'Otan pour installer les rebelles au pouvoir. Tout cet échec est dû à la diplomatie Sino-russe qui voit en la propagande du bloc Otan une nouvelle domination du monde. C'est pour cette raison que le Russie et la Chine ont exprimé une fin de non coopération vu ce qu'ils ont apporté à la Cote d'Ivoire et la Libye qui sont devenues des tyrannies entretenues par Obama et qui tuent, emprisonnent, font des génocides sous les regards silencieux des protecteurs des civiles. Le contre poids Sino-russe, devrait et doit demeurer comme tel, on assistera désormais à la reformation des blocs de l'Est et de l'Ouest pour réduire l'hégémonie du Prix Nobel de la Guerre.

Alain BENIE BI et Al.

Begal.politicienne.com

Les grandes manœuvres

K. Selim : Chine/USA et l'Afrique : le dragon et le drone !!!

La Secrétaire d'Etat Américaine, Madame Hilary Clinton fait le 4ème tour d'Afrique pour convaincre les Africains à se méfier de la Chine. Je mets au défi n'importe qui de me montrer sur les 30 millions de km² du continent africain, l'ombre d'un pont, d'une école ou d'un hôpital construit avec l'aide des USA. ZERO !!! Ca n'existe pas, rien que du bluff. Et même si les Chinois allaient être des médiocres alliés, la triste vérité est qu'en comparant Zero avec n'importe quel autre chiffre positif de l'arithmétique, on n'a pas besoin d'être un marabout pour prédire que rien ne sera jamais pire qu'avant.

Après 500 ans, de bluff, ils n'ont toujours rien pigé de l'Afrique. Et je compte sur la jeunesse africaine pour leur rafraichir la mémoire que l'Afrique est déjà debout, malgré nos chefs d'Etat tués, emprisonnés par le même bourreau.

Dire que l'Afrique se trompe dans son alliance stratégique avec la Chine est une insulte à l'intelligence des Africains. Et tous ceux qui le disent (y compris les Africains) y concourent. Personne ne se plaint de la violence, du viol que l'Europe a obligé l'Afrique à subir à sa rencontre.

Aujourd'hui que c'est l'Afrique qui choisit son amant, même les violeurs montent au créneau pour dire qu'elle se trompe. C'est tout simplement démentiel. C'est comme dire qu'il est pire pour une femme de ménage (c'est comme ça que l'Europe voit l'Afrique) de se choisir un mauvais amant pour former un couple que de continuer à se faire violer par son patron (c'est comme ça que l'Europe veut être perçue par les africains).

JPP 4/8/2012

Lisez plutôt cet excellent article de notre ami Selim :
vendredi, 03 août 2012 00:40

IRIB- L'ombre du dragon plane au-dessus de Washington.

Madame Hillary Clinton, la secrétaire d'État, a entrepris une tournée africaine destinée à «promouvoir la démocratie» mais aussi - surtout ? - à mettre en garde les dirigeants du continent contre les dangers de l'offensive économique de la Chine.

Il faut vraiment que la menace soit importante et imminente pour qu'un dignitaire aussi important de l'administration impériale consente à visiter une région du monde, en apparence, sans importance politique, mais dont la grande valeur stratégique est indéniable.

Depuis plusieurs années, une guerre secrète pour les ressources se déroule sur le continent entre Occidentaux en perte de vitesse et Chine en expansion très dynamique. La Chine est, depuis 2009, le premier partenaire commercial de l'Afrique. Les échanges ont atteint l'an dernier un record à 166,3 milliards de dollars, en hausse de 83% par rapport à 2009, d'après Pékin. Les Chinois viennent d'annoncer un doublement à 20 milliards de dollars de leurs crédits à l'Afrique. La Chine construit des routes, finance des universités et des centres sociaux dans des pays oubliés du monde mais qui font partie de la réserve stratégique des multinationales dont Mme Clinton est l'un des principaux porte-parole. Les Chinois ne sont certes pas des philanthropes, mais l'histoire - ancienne et récente - comme l'actualité, montre bien de qui il faudrait se méfier.

Les Américains et les Européens continuent de gérer l'Afrique à travers leurs réseaux politico-affairistes et les institutions multilatérales, FMI et Banque mondiale. On a vu avec quel succès. Ainsi, par exemple, le malheureux Mali a été contraint de se spécialiser dans la production de coton par la Banque mondiale, se plaçant en concurrence avec les cotonculteurs nord-américains qui, eux, bénéficient de subventions de la première puissance libérale. Clinton ne demandera certainement pas aux Africains de se méfier de ces organisations qui ont imposé la réduction des budgets de la santé et de l'éducation au prétexte que les équilibres macro-économiques allaient miraculeusement attirer les investissements et assurer le développement. Les résultats dévastateurs à travers tout le continent d'un dogmatisme économique inhumain parlent pour eux-mêmes.

Mettre en garde contre les Chinois quand on est l'héritier d'un tel passif est donc, au moins, parfaitement cynique. Mais le tropisme antichinois de l'Empire est articulé comme une campagne permanente d'agit-prop et s'exprime sur tous les registres. Dernière illustration en date, un dirigeant du sport nord-américain, dont le track-record en matière de dopage n'a rien à envier à celui de l'ex-République

démocratique allemande, a, au mépris de tout esprit sportif, voulu jeter la suspicion sur les performances olympiques de la formidable nageuse YeShiWen. Avec un physique qui n'a pourtant rien à voir avec celui des «déménageuses» occidentales, la jeune Chinoise soumise à tous les tests de dépistage a écrasé de sa classe la natation féminine. Ce n'est pas du goût des experts civilisés qui en profitent pour déplorer avec une hypocrisie involontairement comique les «zones d'ombre» du sport au Céleste Empire. Les ressorts de la diabolisation paranoïaque de la Chine renvoient au «péril jaune» fabriqué au début des années cinquante du siècle dernier par la presse américaine sur le modèle du terrifiant docteur Fu Manchu, génie du mal asiatique, inventé par l'écrivain Sax Rohmer. Mais ce qui était recevable hier passe mal aujourd'hui : l'Occident en crise générale, dont l'emprise médiatique et les canons sont le dernier argument, peine à convaincre une opinion africaine qui a payé le prix de son expérience. Personne n'oublie que le dernier apport significatif des États-Unis au bien-être de l'Afrique a consisté dans le tir sur la Libye de cent dix missiles de croisière Tomahawk d'un coût unitaire d'un million d'euros. Chacun a sa conception de l'aide au développement, même si la Chine n'a jamais tiré ne serait-ce qu'une balle en direction du continent... On peut se méfier de qui on veut, mais ce qui plane au-dessus de l'Afrique n'est certainement pas un chimérique dragon pékinois, mais un bien réel drone impérial.

Source :

<http://french.irib.ir/component/k2/item/204047-chine-usa-le-dragon-et-le-drone--par-k-selim>

CPI (NANWOUL ET G. Simone) : GBAGBO sera-t-il jugé selon le droit ou la politique ?

Le 11 avril 2011, les forces coalisées de France (Licorne), de l'ONU (soldats de l'ONUCI) dont l'objectif était de maintenir la paix en Côte d'Ivoire, aidées des rebelles du couple Ouattara-Soro et de mercenaires ouest-africains (en particulier burkinabè et maliens), après avoir détruit des milliers de vies humaines sur tout le territoire ivoirien et la Résidence de la Présidence de la République de Côte d'Ivoire, ont alors chassé du pouvoir le Président élu démocratiquement et installé légalement par le Conseil Constitutionnel ivoirien. Ce coup de force, (il faut bien appeler cet acte anti-démocratique comme tel) a imposé au pouvoir les rebelles, auteurs du coup d'état avorté de 2002. Il faut rappeler que la France, ses médias, ses ONG censées défendre les droits de l'Homme, pour atteindre leur objectif, ont au préalable mené une campagne démoniaque (le diable étant le père du mensonge) de dénigrement systématique de ce Président souverainiste qui a refusé, à juste raison d'ailleurs, de quitter le pouvoir ; et ce, malgré les menaces de Sarkozy, le bourreau des ivoiriens et d'Obama l'américain-africain qui s'est ainsi offert une entrée, par effraction et par la petite porte, dans l'histoire des patriotes et autonomistes africains.

C'est pour avoir refusé le diktat de Sarkozy et Obama que ces Chefs d'Etat-sangsues ont commandé à leurs larbins de la CPI et de Côte d'Ivoire de jeter en prison Gbagbo, pour masquer leurs massacres de milliers de civils ivoiriens; ainsi cette coalition présente la victime Gbagbo comme étant le bourreau tout indiqué pour couvrir ses nombreux crimes.

Pour parfaire cette supercherie, les dirigeants occidentaux et leurs pions africains justifient ces manœuvres cyniques devant une cour afin de moins choquer les opinions publiques française et internationale qui ignorent presque tout de la vérité sur la rébellion, la guerre, les tueries et la dictature actuelle en Côte d'Ivoire. Dans ce procès, les juges de la CPI, dans leur logique, trouvent là le moyen de conduire « légalement » Gbagbo en prison pour casser définitivement la carrière politique de celui qui a pourtant été légalement élu Président en Novembre 2010.

Ce sont les mêmes qui, des dizaines d'années plus tard, reconnaîtront leurs forfaits et demanderont pardon comme ce fut le cas pour Lumumba assassiné par les occidentaux dès l'aube des indépendances des pays africains.

La réaction de Gbagbo à l'audience du 5 décembre 2011 où il a manifesté son désir «d'aller jusqu'au bout» et le récent report de l'audience de confirmation ou d'infirmité des charges, amènent à s'interroger sur l'effectivité du prochain jugement de ce patriote. Il faut affirmer déjà que le Président souverainiste Gbagbo ne sera pas jugé par des juges soumis au droit mais fera l'objet d'un procès politique selon les intérêts des puissances occidentales. Pourquoi?

La France de Chirac et de Sarkozy ainsi que le Président du RDR et ses militants ont, dès l'accession au

pouvoir de cet homme, fait un usage considérable du mensonge. Pour la France et le RDR, le mensonge a été utilisé comme le plus grand moyen pour que l'armée française impose aux ivoiriens le pouvoir actuel; pour exemple, il convient d'indiquer que Gbagbo, le père de la démocratie ivoirienne a été présenté par leur propagande médiatique comme un dictateur, un criminel qui a perdu les élections mais qui refuse de céder le pouvoir. Cette tribune de la CPI va donc permettre à Gbagbo de montrer à la face du monde qu'il s'agit du procès de la vérité contre le mensonge. On saura alors qui a gagné et qui a perdu l'élection présidentielle de novembre 2010. Ainsi sera étalé au grand jour le coup d'état de la France de Sarkozy, des USA d'Obama, du Burkina Faso de Compaoré, de l'ONU et de Ouattara. Déjà Médiapart (un organe de presse non ivoirien) confirme que Gbagbo est bel et bien le vainqueur de la dernière élection présidentielle. Cette vérité continuera de se répandre auprès des décideurs occidentaux après que ceux-ci eurent arraché le pouvoir, dans la violence, pour le remettre au candidat de l'étranger. Il faut éviter, pour ces habitués au mensonge que soient découverts leurs forfaits à la Haye ; la tribune qu'offrent ces criminels français et ivoiriens à Gbagbo sera l'occasion pour ce dernier d'étaler au grand jour leurs grossiers mensonges et d'affirmer ses idées souverainistes pour son pays. L'énoncé des actes qu'il a posés pour son pays et l'Afrique feront éclater la vérité sur ses actions démocratiques entreprises en Côte d'Ivoire. Il l'a déjà montré en Côte d'Ivoire par son budget sécurisé, en augmentant les salaires, en réalisant des investissements pendant que le pays subissait la guerre des rebelles de Ouattara, Sarkozy et consorts. Le mensonge ne peut prospérer toujours.

Devant cette cour, Gbagbo fera la genèse de la crise ivoirienne et l'étalage de la monstruosité des nombreux crimes des rebelles du couple Soro-Ouattara. Ce tribunal, soumis au droit de veto des quatre grandes puissances du monde, autorisera-t-il que la dénonciation des crimes des rebelles du couple infernal, de la France et de l'ONU soient retransmis en direct sur les radios et les télévisions du monde entier ? Il s'agit notamment :

- de la tentative de coup d'état de septembre 2002 muée en rébellion soutenue par la France et financée par Ouattara selon les propres déclarations des rebelles;
- des tueries de centaines de civils à la Résidence du Chef de l'Etat, sur les ponts De Gaule et Houphouët-Boigny par l'armée française;
- du génocide des wè à Duékoué (plus de 1 000 morts) perpétré par les rebelles de Ouattara, avec la complicité de soldats de l'ONUCI;
- des assassinats par balles tirées par les soldats de l'ONU, dans le dos de policiers ivoiriens; quelle lâcheté pour des soldats dits de la paix!
- des assassinats à Bouaké des gendarmes désarmés et des danseuses d'Adjanou de Sakassou;
- des crimes rituels exécutés par les rebelles avec la participation de soldats français.

La France, les USA, l'ONU, l'UE, des états et organisations qui se font passer pour des défenseurs des droits de l'Homme accepteront-ils que leurs crimes soient portés à la connaissance de leurs populations? C'est pourquoi si procès de Gbagbo il devrait y avoir, ce ne serait pas un procès juste car il s'agira pour les puissances de ce monde, de continuer à cacher leurs nombreux crimes, d'exiger un procès à huis clos et que la parole soit donnée le moins possible à la défense et surtout au Président Gbagbo. Un procès juste dévoilerait au monde la face hideuse des dirigeants occidentaux et conduirait à la perte du pouvoir par Obama, l'associé du bourreau Sarkozy et coauteur des crimes engendrés par la guerre post-électorale. Ce Président américain, bénéficiaire hâtif et injustifié du Prix Nobel de la paix a préféré la guerre au recomptage pacifique des voix proposé par le Président Gbagbo. Le monde saura alors qui sont les vrais coupables du génocide et des crimes perpétrés pendant cette guerre en Côte d'Ivoire.

Ce tribunal servira aussi de tremplin à Gbagbo pour dénoncer cette guerre multiforme de la France contre ce petit et riche pays d'Afrique Occidentale.

Sarkozy a mené une guerre médiatique fondée sur de grossiers mensonges itératifs, colportés et entretenus par les politiques et les médias de l'Hexagone. Si pour la France, le RDR de Ouattara et certaines puissances de ce monde, le mensonge est devenu le mode privilégié de stratégie politique, l'éthique et la morale mais aussi beaucoup d'autres hommes politiques réprouvent avec véhémence cette approche diabolique. L'échec récent de Sarkozy à la présidentielle française l'atteste éloquentement. C'est ainsi qu'Obama, une fois ses accointances avec la rébellion dévoilées (ce qui ne saurait tarder) sera rejeté par les électeurs américains majoritairement attachés à la vérité. Les efforts exercés pour travestir le père de la démocratie ivoirienne en homme sanguinaire et en dictateur par ces fossoyeurs de l'état

ivoirien a certes porté des fruits hors de Côte d'Ivoire mais dans ce pays d'Eburnie les ivoiriens sont restés, malgré ces propagandes haineuses, attachés à leur Président. C'est pourquoi, ils l'ont porté légalement et majoritairement à la magistrature suprême en 2010. On comprend aisément que cette guerre médiatique a été perdue par ces adversaires hétéroclites du leader ivoirien.

C'est pourquoi, la coalition France, ONU, USA, les mercenaires de la CEDEAO et les rebelles de Ouattara ont aussi eu recours à une guerre économique pour chasser Gbagbo du pouvoir: fermeture de la Banque Centrale et des banques commerciales à capitaux majoritairement étrangers et cela, sans aucun respect des règles de droit en vigueur au sein de l'UEMOA. Ces juges de la CPI sauront apprécier l'intelligence politique de Gbagbo qui, par sa décision de nationaliser ces banques et de réquisitionner les travailleurs de ces établissements a évité à l'économie ivoirienne de plonger dans le gouffre. Il s'agissait d'un véritable chantage pour amener le peuple ivoirien à se dresser contre le Président GBAGBO. Ce fut peine perdue pour ces véritables hors-la-loi politiques. Toutefois, cette guerre économique a créé une sécheresse financière dans bien des foyers ivoiriens occasionnant ainsi la mort de nombreux malades. Ces morts sont à imputer à la méchanceté des occidentaux qui ont imposé un embargomême sur les médicaments à destination de la Côte d'Ivoire.

Ce procès sera aussi l'occasion pour le Président GBAGBO de montrer à la face du monde le banditisme économique de la France et de ses pions de l'UEMOA et de la CEDEAO. Il faut noter au passage que les responsables économiques et monétaires ivoiriens ont su faire front victorieusement à cette guerre économique en réussissant à payer régulièrement les fonctionnaires ivoiriens, jusqu'en Mars 2011, contrairement aux déclarations mensongères du chef « rattrapeur » et « rapatrieur » qui dit avoir payé trois mois de salaires aux fonctionnaires et agents de l'état dès sa prise de pouvoir dans la violence. Devant cet autre échec, il ne restait que le recours à une guerre militaire menée, hypocritement et sans la déclarer contre le peuple de Côte d'Ivoire. La France a fait preuve de couardise dans sa guerre contre ce paisible peuple en cherchant toujours à se cacher derrière l'ONU, l'UA, la CEDEAO. Cette guerre a occasionné des milliers de morts ;

GBAGBO ne manquera pas de la condamner pour montrer que les vrais auteurs et coupables des crimes sont bien la France de SARKOZY, les USA d'OBAMA, la rébellion de Soro-Ouattara et l'ONU. Devant ce tableau pas du tout reluisant pour cette coalition, ces personnes vont-elles permettre un procès juste, transparent, équitable, ouvert au public qui ne peut que blanchir et grandir le Président GBAGBO ? A la vérité, ces authentiques criminels ont très peur que GBAGBO mette au grand jour leurs mensonges répétés et leurs nombreux crimes commis en Côte d'Ivoire.

GBAGBO ne sera donc pas jugé selon les règles de droit car ces politiciens voyous occidentaux ont peur de la réaction de leurs peuples respectifs. C'est d'ailleurs pourquoi Sarkozy a fait en sorte que l'audience de confirmation ou d'infirmité des charges soit portée au 18 juin après les élections françaises. C'est pourquoi aussi OCAMPO, le Procureur partisan, n'a remis qu'à la date limite ses accusations aux juges et aux avocats.

En vérité, le procès de GBAGBO sera celui de la Françafrique, des USA d'OBAMA, des organisations internationales (ONU, UA, UEMOA, CEDEAO, bras séculiers des puissances économiques, financières et monétaires de ce monde).

Le Président GBAGBO, par sa défense, pourra déclencher le printemps des peuples francophones d'Afrique trop longtemps dominés par la France. Le soutien croissant dont il bénéficie de par le monde et particulièrement en Afrique ne saurait laisser indifférent un nombre de plus en plus croissant d'Africains acquis à sa cause et qui se reconnaissent dans ce combat de l'indépendance économique et politique qu'il a enclenché. L'emprisonnement de cet homme a déjà été un stimulant de l'aura de ce patriote dans l'esprit des africains attachés à la souveraineté de ce continent. Le procès de GBAGBO amplifiera sa belle image d'autonomiste et de patriote africain et stimulera le désir d'indépendance et de démocratie des pays de son continent. C'est pourquoi beaucoup de citoyens de pays francophones d'Afrique pourraient, pendant et à l'issue de ce procès, chasser eux aussi comme ce fut le cas des pays du Maghreb leurs dictateurs du pouvoir.

C'est pourquoi, cette cour, sous la contrainte de la France et des Usa, ne donnera pas la parole à GBAGBO. Elle voudra éviter de donner la parole à Gbagbo au risque de voir des bouleversements non désirés par les occidentaux s'opérer en Afrique pour chasser leurs filleuls à la tête de certains pays

africains.

Déjà, la presse se fait l'écho de la libération conditionnelle de ce patriote qui bénéficierait d'une résidence en Ouganda. Ce qui le maintiendrait éloigné de son pays, permettant ainsi à l'homme de continuer son règne tyrannique sur la Côte d'Ivoire au bénéfice des occidentaux. C'est pourquoi, le Chef de l'Etat sénégalais peut s'égosiller en déclarant que « cette liberté serai bienvenue si elle peut apporter la paix et si elle obtient l'accord préalable » du dictateur ivoirien. MakySall voudrait ainsi se substituer aux juges de la CPI, sans doute sur injonction des occidentaux, pour casser ainsi politiquement le Président Gbagbo.

De plus, connaissant la fermeté de l'homme Gbagbo dans ses convictions, aucune compromission ne sera acceptée par ce digne fils d'Afrique. On peut conclure aisément que toutes les conditions sont réunies pour que ce procès n'ait pas lieu, à moins qu'il soit purement politique, totalement dénué de sa dimension juridique, confirmant que cette CPI est un instrument d'asservissement des peuples africains. C'est pourquoi, elle s'intéresse plus à la destruction des mausolées maliens qu'à la préservation des vies ivoiriennes. Il faut dès lors craindre que la méchanceté de ces impérialistes occidentaux ne les conduise à chercher à mettre fin aux jours de cet innocent prisonnier, gênant. Seul DIEU en décidera autrement pour le bonheur des véritables démocrates du monde entier comme ce fut le cas pour un premier prisonnier célèbre Nelson Mandela.

<http://www.abidjandirect.net/index2.php?page=poli&id=5629>

source : NANWOULET G. Simone